



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement, de
l'aménagement et du logement des Pays de la Loire**

Unité inter-départementale Anjou Maine
Pôle Risques Chroniques
Rue du Cul d'Anon
Parc d'activités Angers/Saint Barthélemy
CS80145
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou Cedex

Saint Barthélemy-d'Anjou, le 07 août 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCIÉTÉ ANGEVINE DE BIOTECHNOLOGIE BIOPROX

Lieu dit Le Rabion - BP 43
Noyant
49490 Noyant-Villages

Références : 2024-363_BIOPROX_INSP_RAP
Code AIOT : 0006302323

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/07/2024 dans l'établissement SOCIÉTÉ ANGEVINE DE BIOTECHNOLOGIE BIOPROX implanté Lieu dit Le Rabion - BP 43 Noyant 49490 Noyant-Villages. L'inspection a été annoncée le 05/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le site a fait l'objet d'une précédente visite d'inspection le 22/12/2022, réalisée dans un contexte de plainte du plus proche riverain (bruit, odeurs). L'inspection a constaté à cette occasion la présence d'une quantité importante de produits inflammables et dangereux pour l'environnement, liée à l'activité parfums, conduisant à un classement Seveso seuil bas du site, alors que le site n'est aujourd'hui classé qu'à déclaration. En outre, des rejets aqueux non autorisés, provenant de l'activité parfums, ont été constatés.

L'exploitant a été mis en demeure, par arrêté préfectoral du 02/03/2023, de régulariser sa situation administrative d'une part, et de stopper les rejets non autorisés d'autre part.

Une nouvelle visite réalisée le 19/12/2023 avait permis de lever le constat concernant les rejets de l'activité parfums. En revanche, l'exploitant ne disposait pas d'un outil fiable pour le suivi de ses stocks, ni d'une organisation interne permettant de garantir à tout moment que le seuil Seveso n'était pas dépassé. La mise en demeure n'avait pu être levée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIÉTÉ ANGEVINE DE BIOTECHNOLOGIE BIOPROX
- Lieu dit Le Rabion - BP 43 Noyant 49490 Noyant-Villages
- Code AIOT : 0006302323
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société BIOPROX développe sur le site de Noyant-Villages deux activités principales :

- la fabrication de ferments lactiques et produits de biotechnologies (probiotiques, ...),
- la production de concentrés de parfums (activité Sozio).

Les installations sont connues comme relevant du régime de la déclaration. Elles sont exploitées sous couvert des récépissés de déclaration :

- du 25/09/2013 visant les rubriques 2910, 1433, 1432, 1450 et 2230,
- du 16/02/2015 visant la rubrique 2680 (OGM).

L'exploitant a par ailleurs transmis le 31/05/2016 une demande d'antériorité pour les rubriques 4130 et 4510. Une déclaration de modifications avec mise à jour du classement a été transmise en juillet 2022.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I-point 4.2 + AMPG du 23/12/1998 (Annexe I-point 4.2)	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 01/03/2017, article L. 512-1 + article R. 511-9 (nomenclature de ICPE) + articles R. 511-10 et R. 511-11 (règle de cumul Seveso) + APMD du 02/03/2023 article 1	Susceptible de suites	Levée de mise en demeure
2	Contrôle périodique installations DC	Code de l'environnement du 02/12/2018, article R. 512-55 à R. 512-59-1	Susceptible de suites	Sans objet
3	État des stocks	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article Annexe I - points 3.3 et 3.5	Susceptible de suites	Sans objet
4	Odeurs	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article annexe I-point 6.2.c)	Susceptible de suites	Sans objet
6	Rejets aqueux - formaldéhyde	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I - point 5.5 avant dernier alinéa	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des dispositions ont été prises pour limiter les stocks sur site, de sorte à ne pas dépasser le seuil Seveso bas par la règle du cumul. Il est donc proposé de lever la mise en demeure du 02/03/2023. Toutefois, il est attendu que l'exploitant fiabilise les outils et procédures de suivi des stocks, qui doivent permettre de garantir à tout moment que les quantités stockées ne conduisent pas à un classement Seveso bas par la règle du cumul.

Un dispositif de traitement des odeurs a été mis en place au niveau des stockages de jus lactiques. Le bon fonctionnement pérenne de cette installation de traitement des odeurs devra être assuré par l'exploitant.

Les moyens en eau d'extinction incendie aujourd'hui disponibles sont notablement insuffisants par rapport aux besoins. Sous un délai maximum de 3 mois, l'exploitant devra mettre en place les moyens en eau complémentaires. À défaut, il pourra être proposé une mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/03/2017, article L. 512-1 + article R. 511-9 (nomenclature de ICPE) + articles R. 511-10 et R. 511-11 (règle de cumul Seveso) + APMD du 02/03/2023 article 1
Thème(s) : Situation administrative, Modifications
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 19/12/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>CE - art. L. 512-1 : " Sont soumises à autorisation les installations qui présentent de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. L'autorisation, dénommée autorisation environnementale, est délivrée dans les conditions prévues au chapitre unique du titre VIII du livre 1er."</p> <p>Nomenclature des ICPE : Rubrique 4001 : "Installations présentant un grand nombre de substances ou mélanges dangereux et vérifiant la règle de cumul seuil bas ou la règle de cumul seuil haut mentionnées au II de l'article R. 511-11" --> régime A (Seveso seuil haut ou bas)</p> <p>CE - art. R. 511-10 : "I.-Les substances et mélanges dangereux mentionnés au I de l'article L. 515-32 sont les substances et mélanges dangereux et assimilés tels que définis à la rubrique 4000 de la nomenclature annexée à l'article R. 511-9, qui sont visés par les rubriques comprises entre 4100 et 4799, et celles numérotées 2760-4 et 2792. Il est défini, au sein de ces rubriques, des quantités dénommées quantités seuil haut ainsi que, pour certaines d'entre elles, des quantités seuil bas. [...]"</p> <p>CE - art. R. 511-11-II : " Les installations d'un même établissement relevant d'un même exploitant sur un même site répondent respectivement à la " règle de cumul seuil bas " ou à la " règle de cumul seuil haut " lorsqu'au moins l'une des sommes Sa, Sb ou Sc définies ci-après est supérieure ou égale à 1 : [...] c) Dangers pour l'environnement : la somme Sc est calculée, pour l'ensemble des substances ou mélanges dangereux présentant les classes, catégories et mentions de danger visées par les rubriques 4500 à 4599 (y compris, le cas échéant, les substances ou mélanges dangereux nommément désignés aux rubriques 4700 à 4899 et les déchets visés par les rubriques 2700 à 2799), suivant la formule : $Sc = \sum qx/qx,c$</p> <p>APMD du 02/03/2023 - article 1 : "La SOCIÉTÉ ANGEVINE DE BIOTECHNOLOGIE BIOPROX, [...], est mise en demeure de régulariser sa situation administrative soit : - en déposant un dossier de demande d'autorisation environnementale conforme aux articles R. 181-12 et suivants du code de l'environnement, - en réduisant les quantités de produits dangereux stockées sur le site, en particulier les produits dangereux présentant des mentions de danger pour l'environnement, de sorte à rester dans les seuils du régime de la déclaration d'une part ; et en dessous des quantités qui conduisent à un dépassement direct, ou par la règle de cumul, des seuils Seveso d'autre part.</p> <p>Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants : - dans un délai d'un mois, l'exploitant fait connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ; - dans le cas où il opte pour la réduction des quantités de produits dangereux stockées sur le site, celle-ci est effectif dans un délai de trois mois, et l'exploitant fournit dans le même délai les justificatifs attestant de la réduction des stockages sur site (état des stocks), le détail des quantités maximales de produits par catégorie pouvant être stockées sur site sans dépassement direct ou par la règle de cumul des seuils Seveso, et la description des moyens mis en œuvre pour assurer le suivi des stocks et maintenir à tout instant les quantités stockées sous les seuils qui conduiraient à un statut Seveso ; - dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation, ce dernier est déposé dans un délai de huit mois. L'exploitant fournit dans les deux mois les éléments justifiants du lancement de la constitution d'un tel dossier (commande à un bureau d'études, etc.). Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté."</p>
Constats : <p><u>Rappel des constats des visites précédentes du 22/12/2022 et du 19/12/2023 :</u> Après qu'il ait été constaté lors de l'inspection de 12/2022 que les quantités de produits dangereux présents sur site, visés par les rubriques 4510 et 4511, étaient telles que la règle de cumul Seveso seuil bas était vérifiée pour les dangers pour l'environnement, et que les installations étaient donc exploitées sans l'autorisation requise en application de l'article L. 512-1 du code de l'environnement, l'exploitant a été mis en demeure, par arrêté préfectoral du 02/03/2023, de régulariser sa situation.</p>

Par courrier du 07/11/2023, l'exploitant a indiqué qu'il choisissait de réduire les quantités de produits dangereux stockées sur site, de sorte à rester en dessous des seuils conduisant à un classement Seveso et à conserver un régime de classement à déclaration.

Toutefois, lors de la visite de 12/2023, l'état des stocks consulté faisait apparaître de nombreuses erreurs dans le classement des produits (erreur de rubriques considérées par rapport aux mentions de danger de chaque produit), et pour environ 80 références de produits, les mentions de danger et rubriques éventuellement concernées n'étaient pas identifiées. L'état des stocks ne constituait ainsi pas un outil fiable pour la détermination du statut Seveso, et l'exploitant n'était pas capable de garantir que la somme Sc pour le seuil Seveso bas ne dépassait pas le seuil de 1.

L'exploitant ne disposait pas d'outil informatisé ni d'organisation interne, permettant de vérifier à chaque achat et nouvel approvisionnement, que le seuil Seveso ne serait pas dépassé.

La mise en demeure n'avait pu être levée, dans l'attente de la mise en place d'un outil fiable de suivi des stocks et d'une organisation interne permettant à tout moment, lors des mouvements de stocks, de s'assurer du non dépassement des seuils Seveso (dépassement direct ou en cumul). Il n'avait toutefois pas été proposé de sanctions administratives, l'exploitant ayant engagé une diminution de ses stocks.

Par courrier du 22/02/2024, l'exploitant a indiqué que via son ERP, une extraction des données des stocks est disponible, avec depuis janvier 2024, le détail des mentions de dangers et rubriques associées, les données ayant été corrigées.

Une extraction de l'état des stocks a été fournie en date du 18/07/2024 en amont de la visite. Deux fichiers sont disponibles : le premier qui identifie une rubrique par produit (rubrique principale pour le classement ICPE), le second qui identifie toutes les rubriques associées à chaque produit. Un état récapitulatif fournit la quantité totale présente par rubrique ICPE (vérification du classement) et vérifie la règle du cumul.

Des erreurs sont encore identifiées. Sans exhaustivité, et par vérification par sondage, il a été constaté les erreurs suivantes :

- 29 produits répertoriés en rubrique 4511 comme rubrique principale, alors que ces produits sont visés par les mentions de danger H400 et/ou H410 et donc relèvent de la rubrique 4510 pour le classement ICPE ;
- 4 références répertoriées en rubrique 4331 comme rubrique principale, alors que ces produits sont visés par les mentions de danger H400 et/ou H410 et donc relèvent de la rubrique 4510 pour le classement ICPE ;
- 2 références répertoriées en rubrique 4331 comme rubrique principale, alors que ces produits sont visés par la mention de danger H411 et donc relève de la rubrique 4511 pour le classement ICPE ;
- 9 produits répertoriés en rubrique 4510 alors que ces produits ne sont pas visés par les mentions de danger H400 et/ou H410, mais visés en revanche par la rubrique H411 et donc relèvent de la rubrique 4511 (idem constat visite précédente) ;
- 5 produits répertoriés en rubrique 4510 alors que ces produits ne sont pas visés par les mentions de danger H400 et/ou H410 (aucune autre rubrique concernée) ;
- 3 produits répertoriés en rubrique 4150 alors qu'ils ne sont pas visés par la mention de danger H370 (uniquement H372) (idem constat visite précédente)
- 2 produits répertoriés en rubrique 4330, avec une mention de danger H225 (LI catégorie 2), alors que les produits ne sont pas des LI de catégorie 1 et qu'ils ne sont pas maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition.

Il subsiste encore dans cette extraction des stocks 17 références sans mentions de danger sur 1401 références (contre 80 références lors de la dernière visite). Une rubrique ICPE est toutefois associée à chacune de ces références, sans qu'il puisse être justifié de ce classement.

Après la visite, l'exploitant a fourni les mentions de danger pour ces produits, et revu ou complété les rubriques associées. Il indique qu'un problème de communication entre le système de gestion informatisée des FDS et l'ERP serait à l'origine de ces erreurs.

Dans le second fichier répertoriant pour chaque produit les différentes rubriques visées, il a été identifié par vérification par sondage que :

- 53 références sont indiquées avec la rubrique 4511 alors que ces produits ne sont pas visés par la mention de danger H411 ;
- à l'inverse d'autres produits visés par la mention de danger H411 ne sont pas identifiés comme étant visés par la rubrique 4511 ;

La quantité relative à la rubrique 4511 à comparer au seuil Seveso pour vérifier le dépassement

direct, est donc erronée : 69,4 t au lieu d'environ 70,67 t.

Ce second fichier est utilisé pour le calcul de la règle du cumul, mais au vu du calcul fourni, il apparaît que les produits visés à la fois par la rubrique 4510 et la rubrique 4511 sont comptabilisés deux fois dans le calcul de la somme c « dangers pour l'environnement ».

Or un même produit ne peut intervenir plusieurs fois pour une même somme de la règle de cumul (une seule fois pour la somme c). Si un produit est visé par plusieurs rubriques se rapportant à la même somme, c'est la rubrique la plus pénalisante (seuils les plus bas) qui sera retenue pour le calcul de la somme en question. Dans le cas présent, l'exploitant s'est donc pénalisé.

In fine, il apparaît que malgré les erreurs qui persistent dans le suivi des stocks, les stocks sont tels que le seuil Seveso bas par la règle du cumul n'est pas dépassé.

Des quantités maximales à ne pas dépasser ont été fixées par rubrique. Une procédure de vérification, à suivre notamment lors de l'approvisionnement de nouveaux produits, a été établie pour garantir que ces quantités ne soient pas dépassées, en tenant compte des quantités pouvant être délocalisées sur un stockage externe ou qui doivent être livrées.

Les quantités maximales fixées le sont toutefois dans la logique d'une rubrique principale retenue par produit. Cette méthode ne permet pas de vérifier l'éventuel dépassement par la règle du cumul. L'exploitant indique que la vérification de la règle du cumul est également réalisée manuellement. La procédure fournie ne le précise pas.

Il indique qu'un outil de calcul automatique est en cours de développement.

La restriction des stocks sur site restant complexe, l'exploitant confirme avoir poursuivi la constitution d'un dossier de demande d'autorisation, pour un classement Seveso bas. Ce dossier pourrait être déposé fin septembre 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Malgré les erreurs qui persistent dans le suivi des stocks, les stocks sont tels que le seuil Seveso bas par la règle du cumul n'est pas dépassé. Aussi, il est proposé de lever la mise en demeure du 02/03/2023.

Toutefois, il est attendu que l'exploitant fiabilise les outils et procédures de suivi des stocks, qui doivent permettre de garantir à tout moment que les quantités stockées ne conduisent pas à un classement Seveso bas par la règle du cumul.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Contrôle périodique installations DC

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/12/2018, article R. 512-55 à R. 512-59-1

Thème(s) : Situation administrative, Installations DC

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 19/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Art. R. 512-55 : « Les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à l'obligation de contrôle périodique prévu à l'article L. 512-11 sont fixées à l'annexe de l'article R. 511-9. [...] »

Art. R. 512-56 : « Le contrôle périodique de certaines catégories d'installations classées soumises à déclaration, prévu à l'article L. 512-11, est effectué à la demande écrite de l'exploitant de l'installation classée par un organisme agréé dans les conditions fixées par les articles R. 512-61 à R. 512-66 [...]. »

Art. R. 512-57.I : « La périodicité du contrôle est de cinq ans maximum. [...] »

Art. R. 512-58, 4e et 7e alinéas :

« Le premier contrôle d'une installation a lieu dans les six mois qui suivent sa mise en service. »

« Lorsqu'une installation non classée ou, relevant du régime de la déclaration sans contrôle

périodique et régulièrement mise en service, vient à être soumise à l'obligation de contrôle périodique en vertu d'un décret modifiant la nomenclature des installations classées, l'exploitant procède à ce contrôle au plus tard deux ans après la date à laquelle l'arrêté mentionné au premier alinéa est rendu applicable à cette installation. »

Art. R. 512-59-1 :

« Lorsque le rapport de visite mentionné à l'article R. 512-59 fait apparaître des non-conformités majeures telles que définies à l'article R. 512-58, l'exploitant adresse à l'organisme de contrôle par écrit et dans les trois mois qui suivent la réception du rapport de visite un échéancier des dispositions qu'il entend prendre pour y remédier.

Après avoir pris les dispositions nécessaires pour remédier à ces non-conformités et dans un délai maximal d'un an à compter de la réception du rapport de visite, l'exploitant adresse une demande écrite à l'organisme agréé qui a réalisé le contrôle initial pour que soit réalisé un contrôle complémentaire ne portant que sur les prescriptions dont la méconnaissance a entraîné des non-conformités majeures. » [...]

Constats :

Rappel des constats de la visite précédente du 19/12/2023 :

L'exploitant avait fait le choix de rester sous le régime de la déclaration pour l'ensemble de ses installations. Il n'avait toutefois pas engagé de contrôle périodique pour les installations relevant des rubriques 2230, 2910 et 4510.

Les contrôles périodiques des installations relevant des rubriques 2230, 2910 et 4510 ont été réalisés le 23/04/2024 par SOCOTEC. À la demande de l'inspection, les rapports de ces contrôles (transmis par l'organisme de contrôle à l'exploitant le 14/05/2024) ont été transmis par l'exploitant à l'inspection les 08 et 18/07/2024.

Pour les installations 2230, aucune non-conformité majeure n'a été relevée. Pour les installations 2910, 2 non-conformités majeures ont été relevées (absence de mesure périodique de pollution atmosphérique, et par conséquent absence de justification de la conformité des rejets). Pour les installations 4510, 2 non-conformités majeures ont été relevées (absence de justificatif de portes intérieures coupe-feu 1H et absence de système interne d'alerte incendie).

L'exploitant indique finaliser un plan d'actions à transmettre à l'organisme de contrôle dans les trois mois suivant la réception des rapports de contrôle, comme prévu à l'article R. 512-59-1 du Code de l'environnement lorsque des non-conformités majeures sont relevées (soit avant le 14/08/2024).

Il indique que les autres non-conformités relevées sont également en cours de traitement (elles portent principalement sur l'absence de plan des installations/plans des zones à risque, l'absence de signalisation des zones des risques sur site, et sur des consignes incomplètes).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article Annexe I - points 3.3 et 3.5

Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 19/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

AMPG du 23/12/1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux ICPE soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques n°s 4510, 4741 ou 4745 :

« L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité ».

« Registre entrée/sortie - L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. »

(prescriptions identiques dans les AMPG du 05/12/2016 (applicable notamment pour les rubriques 1450 et 2230)

Constats :

Rappel des constats des visites précédentes du 22/12/2022 et du 19/12/2023: l'état des stocks fourni en 2023 restait incomplet (mentions de danger incomplètes, une seule rubrique ICPE mentionnée par référence, nombreuses incohérences relevées entre mentions de danger et rubrique). Le plan des stockages était incomplet sur l'identification des risques. Toutes les FDS n'étaient pas facilement disponibles sur site.

L'état des stocks a été complété (cf. constat précédent). Il persiste néanmoins des erreurs qui doivent être corrigées et des manques d'information (mentions de danger encore absentes pour quelques produits).

Les plans des stockages ont été complétés pour localiser et identifier la nature de l'ensemble des stockages. Les produits sont toutefois identifiés uniquement par leurs rubriques ICPE.

L'exploitant a mis en place un ordinateur dédié à la consultation des FDS qui sont toutes regroupées dans un dossier informatique. Lors de la visite, 2 FDS ont été consultées par sondage (celles dont les mentions de danger étaient manquantes dans l'extraction de l'état des stocks - cf. constat n°1).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**OBSERVATIONS :**

→ Les informations de l'état des stocks sont à fiabiliser (cf. constat précédent).

→ À l'usage des services de secours, les plans des stockages mériteraient de mentionner explicitement les dangers en présence en complément des rubriques (liquides inflammables, produits dangereux pour l'environnement, ...).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article annexe I-point 6.2.c)

Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 19/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les installations pouvant dégager des émissions d'odeurs sont aménagées autant que possible dans des locaux confinés et si besoin ventilés. Les effluents gazeux diffus ou canalisés dégageant des émissions d'odeurs sont récupérés et acheminés vers une installation d'épuration des gaz. Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des fumées. Lorsqu'il y a des sources potentielles d'odeurs de grande surface (bassin de stockage, bassin de traitement...) difficiles à confiner, celles-ci sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage. Les produits bruts ou intermédiaires susceptibles d'être à l'origine d'émissions d'odeurs sont entreposés autant que possible dans des conteneurs fermés.

Constats :

Rappel des constats des visites précédentes du 22/12/2022 et du 19/12/2023 : l'inspection avait été saisie courant 2022 de plusieurs plaintes pour nuisances olfactives. Ces plaintes s'étaient renouvelées en 2023. Un diagnostic des odeurs avait été réalisé le 03/07/2023 et concluait à l'existence de trois sources significatives d'odeurs : bâches de stockages des jus lactiques (événements), point d'extraction du jus de fermentation, station de relevage du jus de fermentation. L'exploitant s'engageait à mettre en place les actions correctives identifiées dans le diagnostic, en particulier un dispositif de traitement des odeurs au niveau des événements des stockages de jus lactiques.

Bâches de stockages des jus lactiques (événements) :

L'exploitant a transmis le 12/02/2024 le bon de commande pour l'installation de traitement des odeurs. Celle-ci consiste en un système de captation sur chaque événement (6 événements par bâche à équiper d'un dispositif spécial de captation, qui ne doit pas mettre la bâche en dépression), des gaines d'extraction collectant l'air vicié depuis les dispositifs de captation, une tour de traitement sur charbon actif, adaptée au débit d'air à traiter et à la nature et concentration des polluants (dimensionnement sur la base de 600 m³/h, médias charbon actifs adaptés pour le traitement du sulfure d'hydrogène et de l'ammoniac).

<p>Les travaux d'implantation ont été finalisés fin juin (retard pris dans la phase de génie civil à cause des aléas climatiques, et à cause de contraintes techniques pour l'implantation du système de maintien des capteurs de gaz au-dessus des événements).</p> <p>La mise en service du dispositif a été réalisée entre le 2 et le 4 juillet. Le rapport de mise en service a été transmis par l'exploitant le 11/07/2024. Ce rapport décrit les différents équipements en place, et précise que le débit d'air total, ciblé initialement à 600 m³/h, a été augmenté pour atteindre 812 m³/h afin de disposer d'une aspiration suffisante sur tous les événements.</p> <p>Des prélèvements d'air ont été réalisés le 4 juillet sur l'air vicié aspiré au niveau des événements (avant passage dans la tour de traitement au charbon actif) et sur l'air traité en sortie de la tour, pour vérifier l'efficacité du traitement. Selon l'offre initiale du constructeur et les objectifs de traitement, la concentration d'odeur maximale attendue en entrée était de l'ordre de 74 710 UO_E/m³ et la concentration après traitement de 1500 UO_E/m³. Les résultats des prélèvements en fonctionnement réel font état d'une concentration en entrée 12 fois supérieure à la valeur attendue (963 310 UO_E/m³), mais la concentration en sortie est bien conforme aux attentes avec 52 UO_E/m³.</p> <p>L'exploitant indique qu'un remplacement du charbon actif est prévu préventivement chaque année, pour maintenir les performances du traitement.</p> <p>Le dispositif de traitement a été constaté sur site le jour de la visite (pas d'odeur constatée).</p> <p>Points d'extraction des jus lactiques en vue d'épandage :</p> <p>Une procédure précisant les mesures à réaliser lors de l'extraction des jus en vue d'épandage a été établie et transmise le 22/02/2024. Elle prévoit le nettoyage des bouches de soutirage et leur fermeture par un bouchon adapté à la fin des opérations de pompage, et la consignation de la bonne réalisation de ces mesures dans une fiche d'enregistrement dédiée.</p> <p>La fiche consignait les mesures prises lors des soutirages réalisés en avril et juillet 2024 a été présentée lors de la visite. Sur site, il a été constaté que chaque bouche de soutirage est bien fermée.</p> <p>Fosse de relevage des jus lactiques :</p> <p>La fosse extérieure a été couverte afin de limiter les émanations d'odeur (dispositif vu lors de la visite, pas d'odeur constatée).</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>OBSERVATION : le bon fonctionnement pérenne de l'installation de traitement des odeurs au niveau des événements des bâches de jus lactiques devra être assuré par l'exploitant.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I-point 4.2 + AMPG du 23/12/1998 (Annexe I-point 4.2)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Défense incendie</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 19/12/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>AMPG du 05/12/2016 - Annexe I-point 4.2 :</p> <p>"L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment : [...] b) Pour les parties de l'installation à risque comme définies à l'article 4.3 ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - chaque partie de l'installation est desservie par un appareil d'incendie (bouche, poteaux...) d'un réseau public ou privé, situé à moins de 200 mètres de celle-ci et garantissant, a minima, un débit minimum de 60 m³/h sous une pression minimum de un bar durant deux heures. À défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toute circonstance. Pour les installations existantes au sens de l'article 2 du présent arrêté, la distance maximale à l'appareil d'incendie est portée à 400 mètres." <p>AMPG du 23/12/1998 (rubrique 4510) - Annexe I-point 4.2 :</p> <p>"L'installation est dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés, dont un implanté à

200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre / le risque à défendre"

Constats :

Rappel des constats des visites précédentes du 22/12/2022 et du 19/12/2023 :

L'exploitant avait transmis un porter à connaissance établi par un bureau d'études en 07/2022 présentant les installations et les extensions projetées, et fournissant le calcul des besoins en eaux d'extinction incendie (selon la règle D9) uniquement pour l'extension de l'activité ferments lactiques BIOPROX, et les moyens de lutte contre l'incendie disponibles ou à prévoir dans le cadre du projet.

Ces éléments nécessitaient des compléments, détaillés dans le rapport d'inspection établi suite à la visite du 22/12/2022 :

- calcul des besoins en eau à réaliser pour la partie BIOPROX pour l'ensemble du bâtiment (existant et extension) et pas seulement pour l'extension de 3874 m² ;
- calculs des besoins en eau à fournir pour la partie activité parfums SOZIO ;
- mesure des débits, en fonctionnement simultané, des nouveaux poteaux privés prévus (3 PI) et du poteau public existant ;
- justification de l'adéquation des moyens prévus avec les futurs besoins.

Aucun élément n'avait été transmis après la visite de 12/2022. Après la visite de 12/2023, l'exploitant avait communiqué un calcul D9, mais il s'agissait du même que celui fourni en 2022 (portant uniquement sur l'extension BIOPROX). L'exploitant avait indiqué que des mesures des débits des PI, en unitaire et en fonctionnement simultané, étaient prévues le 12 janvier 2024.

Moyens disponibles

Le contrôle hydraulique des points d'eau incendie a été réalisé par la société 2PA le 12/01/2024 (3 poteaux incendie sur site et poteau public sur la route). Le rapport de contrôle a été transmis le 22/02/2024 par l'exploitant.

En unitaire, les débits sous 1 bar sont de:

- 59 m³/h pour le PI public
- 69 m³/h pour le PI n°2 « bureau »
- 63 m³/h pour le PI n°3 « chantier »
- 60 m³/h pour le PI n°4 « station d'épuration »

En fonctionnement simultané :

- 4 PI ensemble : seuls 2 PI fonctionnent avec des débits de 10 m³/h pour le PI public et 27 m³/h pour le PI n°3, soit 37 m³/h disponibles au total ;
- 3 PI privés ensemble : seul le PI n°3 fonctionne avec 23 m³/h.

Les 2 autres PI du site (n°2 situé face au bureau, et n°4 situé à proximité de la station d'épuration) ne délivrent aucun débit en fonctionnement simultané avec les autres PI.

En conséquence, il y a lieu de considérer qu'un seul poteau sera utilisable sur site (pas d'utilisation en simultané), avec un débit maximum disponible de 69 m³/h correspondant au PI n°2.

À ce jour, il s'agit de l'unique ressource disponible sur le site.

Dans le cadre des extensions réalisées sur le site (Bioprox 3874 m² et Sozio 910 m²), l'exploitant prévoit la mise en place de 3 réserves incendie de 120 m³ chacune soit 360 m³ (tel que décrit dans le dossier de déclaration de modification de 2022, ces réserves n'étant pas encore implantées). Avec le poteau incendie délivrant 69 m³/h maximum (soit 138 m³ sur 2H), les moyens disponibles seraient au total de 498 m³.

Calcul des besoins en eau :

Pour la partie Bioprox, selon les informations fournies par l'exploitant lors de la visite et après la visite, le mur du nouveau bâtiment, mitoyen de l'atelier existant, est un mur coupe-feu 2H et les portes entre l'ancien atelier et l'extension sont coupe-feu 2H. **Ces dispositions constructives (mur séparatif REI120 et portes EI120) devront être justifiées (PV de réception de la construction par un bureau de contrôle, ...).**

Compte tenu de ce recoupement entre la partie existante et l'extension, la partie existante des bâtiments Bioprox, qui représente environ 2800 m², ne serait pas dimensionnante pour les besoins en eau par rapport à l'extension de 3874 m². **Les besoins s'établissent à 240 m³/h, soit 480 m³ pour 2 heures, pour l'extension** (210 m³/h pour l'atelier existant selon le calcul fourni après la visite).

Pour l'autre ensemble de bâtiments dédiés à l'activité parfums SOZIO (partie existante et extension déclarée en 2022 et construite), le calcul D9 a été fourni après la visite. **Les besoins**

<p>s'établissent à 360 m³/h, soit 720 m³ pour 2 heures, pour la partie existante, et 270 m³/h pour la zone avec l'extension, en considérant qu'un mur coupe-feu 2H sera construit entre l'ancien et le nouvel atelier (devis du 24/05/2024 pour la mise en place d'un mur « coupe-feu en bloc cellulaire » fourni après la visite). Il devra être justifié de la mise en place d'un mur séparatif REI120 (PV de réception de la construction par un bureau de contrôle, ...).</p> <p>In fine, les moyens actuels (un poteau - 138 m³ pour 2 heures) et même les moyens futurs envisagés (poteau+3 réserves de 120 m³, soit 498 m³ au total) apparaissent sous-dimensionnés, à comparer aux besoins de la partie Sozio, qui sont dimensionnants pour le site, à savoir 360 m³/h soit 720 m³ pour 2 heures (après construction d'un mur REI120).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous un délai maximum d'un mois, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - justifiera des dispositions constructives des bâtiments BIOPROX (PV de réception d'un bureau de contrôle justifiant du caractère REI120 du mur séparatif) ; - précisera le calendrier de réalisation du mur REI120 pour recouper les bâtiments Sozio ; - fournira un bon de commande pour la mise en place de moyens en eau en adéquation avec les besoins. En complément des poteaux incendie, un minimum de 582 m³ doit être mis en place. <p>Sous un délai maximum de 3 mois, l'exploitant mettra en place les moyens en eau complémentaires. À défaut, il pourra être proposé une mise en demeure.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Rejets aqueux - formaldéhyde

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I - point 5.5 avant dernier alinéa</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux et acceptabilité milieu</p>
<p>Prescription contrôlée : <i>"Dans tous les cas, les rejets sont compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des masses d'eau."</i></p>
<p>Constats : <i>Rappel des constats des visites précédentes du 22/12/2022 et du 19/12/2023 : lors de la visite de 12/2022, l'inspection informait l'exploitant que, fin 2020, il avait été rapporté à l'inspection par le SAGE Authion la présence d'une concentration inhabituelle en formaldéhyde, constatée à partir de 2019, mesurée à la station des Porteaux (station n°04103960), située juste après la confluence du Lathan avec l'Authion (en aval du site Bioprox). La concentration mesurée sur 2019 variait de 248 µg/l à 3190 µg/l. En 2021 et 2022, la concentration mesurée varie de 76 µg/l à 502 µg/l. Un contrôle inopiné des rejets aqueux du site, réalisé en octobre 2022, n'avait pas révélé la présence de formaldéhyde dans les rejets (concentration inférieure à la limite de quantification). L'exploitant a répondu lors de la visite de 12/2022 que le formaldéhyde :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>avait été présent par le passé dans certains produits de nettoyage/désinfection utilisés pour l'activité biotechnologie, mais qu'il a été supprimé depuis plusieurs années de ces produits ;</i> - <i>n'était pas une matière première utilisée dans l'atelier parfums (les effluents issus de cette activité ne sont dans tous les cas plus rejetés dans la STEP depuis juin 2023 et sont traités comme des déchets en externe).</i> <p><i>Le conseil départemental a alerté fin septembre 2023 les services de la DDT (Police de l'eau) et des ICPE (DREAL) d'une pollution au formaldéhyde sur la station de mesure du Lathan à Noyant (station n°04591000 - Moulin de Rabion), pollution détectée depuis plusieurs années par le réseau de suivi départemental de la qualité des rivières. Sur le premier semestre 2023, la concentration mesurée varie de 81 µg/l à 322 µg/l.</i></p> <p><i>L'exploitant en a été informé lors de la visite de 12/2023. Il a indiqué avoir vérifié que les produits de lavage ne contiennent pas de formaldéhyde (selon fiches techniques). Il a toutefois demandé à ses fournisseurs de le certifier. A la demande de l'inspection, il a transmis le 11/01/2024 un bon de commande pour la réalisation par Inovalys d'une analyse par mois pendant 6 mois du formaldéhyde dans les rejets.</i></p>

Pour rappel, il n'existe pas de norme de qualité environnementale (NQE) réglementaire associée au formaldéhyde au niveau communautaire et au niveau national. L'Ineris a néanmoins établi en 2011 une valeur guide environnementale (VGE) de 10 µg/l dans l'eau pour cette substance.

L'exploitant a fourni les informations suivantes :

- confirmation que, selon les fiches de données de sécurité et le retour des fournisseurs, les produits de nettoyage/désinfection ne contiennent pas de formaldéhyde.

- résultats des analyses réalisées sur les prélèvements des 24/01/2024 et 27/02/2024, qui mettent en évidence la présence de formaldéhyde dans les rejets, à respectivement 63 µg/l et 110 µg/l.

L'exploitant a investigué pour trouver l'origine du formaldéhyde, en vérifiant les produits utilisés au niveau de la STEP pour le traitement des rejets (anti-mousse et floculent) et en interrogeant les fournisseurs. Le fournisseur du floculent a indiqué que ce produit pouvait contenir du formaldéhyde jusqu'à 200 ppm.

L'exploitant indique avoir stoppé l'utilisation de ce produit le 21/03/2024.

Un nouveau prélèvement sur le rejet a été réalisé le 28/03/2024, soit 7 jours après l'arrêt du floculent. Le résultat est <50 µg/l (limite de quantification du formaldéhyde)

Les résultats des analyses sur les prélèvements réalisés les 29/04/2024, 29/05/2024 et 26/06/2024 sont également inférieurs à la limite de quantification.

Type de suites proposées : Sans suite